

AFFAIRES KHELIL ET BOUCHOUAREB

Les députés interpellent Louh

Le cas Chakib Khelil et, à un degré moindre, celui de Abdessalem Bouchouareb ont ombragé substantiellement, hier mardi, les travaux en plénière parlementaire, de présentation et de l'examen du projet de loi complétant l'ordonnance n°156-66 portant code pénal.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une perspective attendue, d'autant plus que la présentation dudit projet incombait au ministre de la Justice et garde des Sceaux, directement concerné par ces deux affaires qui font l'actualité nationale. Une aubaine pour les députés de l'opposition bien entendu, pour donner une meilleure lisibilité aux positions de leurs partis et espérer un retour d'écoute du représentant de l'Exécutif.

Et il faut dire que les intervenants ont tellement été virulents que le président de l'APN a dû user d'un lexique qui lui est étranger jusqu'ici, pour «rappeler» à l'ordre ces voix «discordantes», qui selon lui, «débordent largement de l'objet des débats».

«De quelle justice parlez-vous ? Vous qui êtes les premiers à transgresser les lois de la République ?», «Comment se fait-il que votre justice lance un mandat d'arrêt contre Chakib Khelil pour, ensuite, lui dérouler le tapis rouge et elle met à la retraite le procureur général, dont le seul tort était d'appliquer la loi contre ceux qui ont dilapidé les richesses de notre peuple», s'est interrogé, en effet, Hacène Aribi, du parti islamiste FJD qui, dans la foulée, s'en est également pris à la zaouia el Merzoukia qui avait reçu, en grande pompe, l'ex-ministre de l'Energie et des Mines, pour avoir, selon lui, justifié la colonisation française sous le fallacieux argument que la «France est rentrée en Algérie avec la bénédiction de Dieu et elle ressortira avec la bénédiction de Dieu».

Pour Naâmane Laouar, de l'Alliance de l'Algérie verte, il aurait été mieux indiqué que Khelil soit innocenté par la justice et non par d'autres parties», allusion à cette bénédiction dont a été gratifié l'ex-ministre de l'Energie et des Mines par ladite zaouia.

Un dossier Khelil à propos duquel Lahbib Zegad, député indépendant, invitera le ministre de la Justice et garde des Sceaux à se référer à la chaîne de télévision Ennahar qui, selon lui, affirme détenir «les preuves de sa condamnation».

Et le chef du groupe parlementaire du PT ira plus loin dans ce réquisitoire contre l'appareil judiciaire. Djelloul Djoudi rappellera, en effet, à Tayeb Louh, sa réponse écrite à son interpellation au lendemain de la réception à l'ambassade algérienne à Washington, à l'occasion de la

célébration de la fête de l'indépendance, le 5 juillet dernier, à laquelle Khelil a été convié. Selon le député, Louh a, dans sa réplique, répondu que «la question est entre les mains de la justice», estimant que de ce fait, l'ancien ministre de l'Energie et des Mines «aurait dû être écouté par la justice à son retour au pays le 17 mars dernier». Ce à quoi Louh répliquera que sa réponse qu'il dira «assumer», a été largement «répercutée» par la presse.

La même démarche aurait dû être de mise concernant le cas du ministre de l'Industrie et des Mines, cité récemment dans le scandale des fameux Panama Papers. Ceci, précisera Djoudi, en tenant compte du sacro-saint principe de la présomption d'innocence.

M. K. **Tayeb Louh est directement concerné par les affaires de corruption.**



Photo : Samir Sid

ILS ONT SAISI OFFICIELLEMENT LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Les contestataires du RND passent à l'acte

Les contestataires du RND passent à l'action en s'en remettant au ministre de l'Intérieur, en vue d'un ajournement du congrès extraordinaire du parti, prévu du 5 au 7 du mois de mai prochain.

Ils viennent, en effet, d'adresser une requête datée d'hier mardi, à Noureddine Bédoui à l'effet de lui prouver «l'illégitimité de l'opération de convocation et de préparation de ce congrès extraordinaire».

A l'appui donc de leur requête paraphée par le trio Smaïl Kerroucha, Mohamed Mehdi Hamri et Yahia Nessal, tous membres du Conseil national, au nom d'un groupe de militants du RND, ils se réfèrent à nombre de dispositions constitutionnelles et celle de la loi régissant les partis et les associations et les statuts du parti. C'est ainsi qu'ils évoquent l'article 31 de la nouvelle Constitution qui garantit l'égalité entre les citoyens et les citoyennes en droits et en devoirs et l'élimination des entraves à la participation effective à la vie politique. Il y a aussi l'article 49 de la loi sur les partis qui stipule que les

partis exercent leurs activités dans le cadre constitutionnel et l'article 39 bis qui cite la mise en place d'une commission nationale de préparation du congrès présidée par le secrétaire général du parti et dont la composante est approuvée par le Conseil national.

Les contestataires du RND citent également l'article 46 des statuts du parti qui stipule qu'en cas de décès ou de la démission du secrétaire général du parti, le Conseil national du parti se réunit de droit pour le constat de la vacance du poste de secrétaire général et la désignation d'un secrétaire général intérimaire qui convoque un congrès extraordinaire pour l'élection d'un secrétaire général, dans les trois mois au maximum, suivant cette constatation de vacance du poste de SG. Ils se réfèrent aussi à l'article 47 des mêmes statuts du parti qui stipule que le Conseil national est l'instance dirigeante suprême du parti entre deux congrès ordinaires.

Autant de dispositions qui, selon les contestataires, ont été foulées au pied, citant, entre autres, la «recomposition de la composante de la commission nationale de préparation du congrès extraordinaire, que ce soit en nombre

ou en responsabilités, après sa validation par le Conseil national en présence d'un huissier de justice. Et ce, en piétinement, disent-ils, de l'article 39 bis de la loi sur les partis et les associations». Ils relèvent aussi la non-convocation du congrès extraordinaire dans un délai de trois mois après la démission du secrétaire général en vertu de l'article 46 des statuts du RND et le fait qu'un congrès extraordinaire se tient uniquement pour élire le secrétaire général, sans toucher aux statuts et au règlement intérieur du parti et ce, en vertu de ce que stipule l'article 46 des statuts du parti.

Il y a également, tiennent à faire remarquer les contestataires du RND, le fait que le Conseil national est élu pour un mandat de cinq ans et est responsable devant le 4^e congrès ordinaire tenu les 24 et 25 décembre 2013, conformément à l'article 47 des statuts du parti.

Cet argumentaire, les contestataires du second parti du pouvoir invitent le ministre de l'Intérieur à en prendre acte; pour conclure à l'illégitimité de l'opération de convocation et de préparation de ce congrès extraordinaire.

M. K.

VISITE DE VALLS EN ALGÉRIE

Rebaïne dénonce une «humiliation à grande échelle»

L'inquiétant silence du gouvernement face à l'affaire des «Panama Papers» évoquant Abdessalem Bouchouareb n'a pas interpellé Fawzi Rebaïne. Du moins, pas autant que les répercussions de la photo désavantageant Bouteflika, postée par Manuel Valls sur son compte Twitter.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Le président de Ahd 54, Fawzi Rebaïne, a animé une conférence de presse hier au siège de son parti pour souligner «la gravité de la situation dans laquelle se trouve la République algérienne aujourd'hui».

Parlant d'une «dignité bafouée» ou d'une «humiliation à grande échelle», le conférencier a regretté «qu'un des plus grands symboles d'un Etat soit réduit à la risée sur les réseaux sociaux». «Tout comme les internautes algériens, F. Rebaïne se dit être partagé entre pitié et contrariété vis-à-vis de la photo postée par le Premier ministre français. Pourtant, il n'est pas sans savoir que celle-ci a mis à nu «les manœuvres de traitement

des images et vidéos où figure Abdelaziz Bouteflika afin de reproduire un président pimpant et en très bonne santé». Il n'empêche qu'il est «dommage que cette triste réalité soit dévoilée et exploitée par des médias français».

Quelle humiliation ? «Celle d'associer l'Algérie à un gouvernement de menteurs et de magouilleurs et de laisser les autres tourner en dérision l'un des symboles de l'Etat», a clairement signifié l'interlocuteur. «Tristement, ceci demeure justifiable quand le président en question se soigne au pays de M. Valls, ensuite que son gouvernement dit faire la promotion du climat d'investissement en Algérie alors que plusieurs de ses membres investissent ailleurs ; comment vou-



Fawzi Rebaïne, président de Ahd 54.

lez-vous ne pas attirer davantage le mépris de tous ?»

N'hésitant pas à être crash dans ses propos, il a ajouté qu'en développant «un système Khelil, d'escroc-victime», l'Etat, dans sa configuration actuelle, a perdu «toute crédibilité, à l'international notamment». Pour ce qui est de la relation Peuple-Etat, «il n'y a pas lieu de se mentir, la confiance a cédé la

place à la méfiance, depuis longtemps». Par ailleurs, que le selfie de M. Valls en compagnie de A. Bouteflika ait été «innocent» ou prémédité, le constat est le même pour F. Rebaïne, là n'est pas la question. Dans tous les cas de figure, le discours politique est aujourd'hui «foncièrement pollué et corrompu, à l'image de ses interlocuteurs». Toutefois, la véritable pro-

blématique réside dans le fait que le président de la République «n'est plus en mesure d'occuper un tel poste de responsabilité, considérant son état de santé, entre autres». Or, le plus dramatique, a-t-il rappelé, est qu'il concentre «beaucoup trop de prérogatives ainsi que le monopole sur les trois pouvoirs de l'Etat : législatif, exécutif et judiciaire».

Parallèlement à cette polémique sur «la photo choc de la semaine», le conférencier a pointé du doigt des relations algéro-françaises restées à leur stade de malaise, encore plus tendu aujourd'hui. Pour lui, il est plus qu'évident que les deux pays ne seront «jamais partenaires, que ce soit sur des questions économiques, politiques ou autres». Ceci, tant que «l'étiquette de colonie algérienne nous est collée au dos et que les dossiers, délibérément laissés en suspens ne sont pas ouverts et définitivement réglés».

N. B.

Photo : Samir Sid